

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 28 Janvier 2010

**A Madame l'Administrateur du Projet de  
Promotion des Investissements Privés (PPIP)  
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion  
De l'Investissement et des Grands Travaux  
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

**Madame l'Administrateur,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés ainsi que des contrats signés par l'Agence Nationale pour l'Organisation de la Conférence Islamique (ANOCI) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats de l'ANOCI avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - dessous:

**1. Réserves**

- l'avenant et les marchés complémentaires autorisés par la CNCA en 2007 mais conclus et notifiés après l'entrée en vigueur du NCMP ont été traités par l'ANOCI selon les règles applicables au marché initial (CMP de 2002) alors qu'aucune clause des contrats de base ne les subordonne à la réalisation d'une condition dont la survenance aurait provoqué l'application de la réglementation en vigueur au moment de la conclusion du

contrat initial (voir avis N°2/ARMP/CRD du 28 janvier 2009). Ce faisant, certaines dispositions des contrats complémentaires et de l'avenant conclus et notifiés en 2008 ne sont pas conformes au NCMP ;

- le marché relatif aux travaux d'élargissement et d'aménagement de la route Mamelles – Aéroport attribué, au terme de la procédure d'évaluation, au groupement EIFFAGE / MAK pour 34 075 760 402 F CFA TTC a fait l'objet de négociations qui ont eu pour effet de réduire le coût des travaux à 13 867 162 273 F CFA TTC. Au-delà de l'interdiction des négociations pour les marchés de travaux et de fournitures, celles-ci ont eu pour effet d'inclure dans le marché, un prix qui ne figurait pas dans le bordereau des prix unitaires (Prix N° 706), de réduire un prix figurant dans le bordereau des prix unitaires (Prix 510), de modifier la masse des travaux dans des proportions dépassant les limites prévues par l'article 17 du CCAG du DAO. Ce cumul de non-conformités constitue autant de violations du Code des Marchés Publics. Cet appel d'offres, à défaut de financements complémentaires, doit être déclaré sans suite pour insuffisance de crédit et faire l'objet d'une relance après redimensionnement du projet au regard des ressources disponibles ;
- les mêmes constats que ceux mentionnés ci – avant (insuffisance des crédits disponibles, dépassement de la marge de fluctuation de la masse des travaux,) ont été observés sur le marché portant travaux d'élargissement et d'aménagement de la route de Ouakam attribué provisoirement au groupement CSE / SINCO pour un montant total de 29 066 786 699 F CFA TTC (Tranche ferme 26 489 242 259 F CFA, Tranche conditionnelle 3 577 544 440 F CFA) alors que le budget disponible se chiffre à 14 600 000 000 F CFA. Dans ce cas également, des modifications substantielles sont envisagées qui comprennent une réduction de la masse des travaux dans des proportions supérieures aux limites prévues dans le CCAG... en violation des dispositions des articles 9 et 59 du NCMP ;
- un marché complémentaire relatif aux travaux de construction de la route Place Bienvenue – Mamelles a été conclu avec EIFFAGE par entente directe autorisée par la CNCA pour un montant de 7 218 293 588 F CFA TTC. Les motifs invoqués à l'appui de la demande d'autorisation de contracter par entente directe sont articulés autour des raisons liées «aux modifications importantes et améliorations techniques pour préserver l'environnement, améliorer le cadre de vie et pérenniser l'investissement.. ». Il s'agit de motifs parfaitement prévisibles puisque les études d'impact environnementales et sociales et le souci de la pérennisation des investissements doivent être une préoccupation de tous les instants pour ce type de projet et ne sauraient être invoqués ex - post pour justifier des travaux complémentaires. Par ailleurs, ce marché a été approuvé le 22 février 2008 pour des travaux à terminer avant le 31 mars 2008 ce qui montre que lesdits travaux ont démarré bien avant l'approbation du marché ou que le délai est irréaliste ;
- les clauses du marché complémentaire relatives à l'exécution du contrat de travaux d'aménagement et d'embellissement du tronçon Stèle Mermoz - Carrefour des Madeleines tout comme des travaux d'élargissement et d'aménagement de la VDN ne sont pas conformes au décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant code des marchés publics qui, dans son article 151, précise que les marchés notifiés après la mise en vigueur du nouveau code des marchés publics sont régis, pour leur exécution, par les dispositions dudit code. Ce faisant, les taux retenus pour la garantie de bonne exécution tout comme pour la retenue de garantie auraient dû être fixés conformément aux dispositions des articles 113 et 115 du NCMP ;
- les motifs invoqués à l'appui de la demande d'autorisation de passer un marché par entente directe (essais de pierres en gré et calcaire) pour la décoration de la trémie de

la Place Bienvenue ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 76 alinéa 4 du décret 2002 - 550 du 30 mai 2002 portant code des marchés publics. En fait, cet article en évoquant les essais, les recherches ou expérimentations fait plutôt référence à des procédés technologiques complexes et non à des poses de revêtements en pierres. Ce faisant, l'autorisation accordée à l'ANOCI de contracter par entente directe a été donnée en violation du CMP de 2002 ;

- des lenteurs ont été constatées dans la mise en œuvre des procédures de sélection qui ont fait que certains marchés ont été attribués bien au delà de la période de validité des offres sans qu'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres ne soit adressée aux soumissionnaires ;
- dans les cas du marché relatif au contrôle et à la surveillance des travaux d'élargissement et d'aménagement de la route de Ouakam et celui portant sur le contrôle et la supervision des travaux de construction et d'aménagement de la route Place de la route cabinet Atépa - Mosquée Divinité – Mamelles, les entreprises sénégalaises ont soumissionné en groupement avec des entreprises étrangères désignées par les bailleurs de fonds et aucune convention de partenariat fixant les obligations des unes et des autres n'est versée aux dossiers de soumission pour se conformer aux dispositions de l'article 47 du NCMP qui régit les groupements d'entreprises.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux**

- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par l'ANOCI ;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP;

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparences édictées par le NCMP.

## SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	4
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	7
1.1	Non conformités identifiées	7
1.2	Formulation de recommandations	8
1.3	Tableaux récapitulatifs des violations du NCMP par marché	9
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	12
2.1	Contexte de l'intervention	12
2.2	Objectifs de la mission	12
2.3	Tâches du consultant	13
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	15
3	Approche méthodologique	17
3.1	Revue des textes	17
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marchés	18
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	18
4	Résultats de nos travaux	21
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marchés	21
4.2	Périmètre Couvert	23
4.3	Examen des marchés	23
4.3.1	Marchés conclus par Entente Directe	23
4.3.2	Marchés conclus par Appel d'offres	34
4.3.3	Marchés conclus par Demande de Propositions	39
4.3.4	Marchés conclus par Avenants	46

## Liste des abréviations et sigles

AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Généraux de Passation des Marchés
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
ANOCI	Agence Nationale pour l'Organisation de la Conférence Islamique
AO	Appel d'Offres
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
OCI	Organisation pour la Conférence Islamique
PPM	Plan de Passation des Marchés
PM	Premier Ministre
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
SGPR	Secrétariat Général de la Présidence
TDR	Termes De Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VDN	Voie de Dégagement Nord

## **SECTION 1**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

# 1. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS IDENTIFIÉES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

## 1.1 NON CONFORMITÉS IDENTIFIÉES DANS LES MARCHES

ANOMALIES IDENTIFIÉES
<ol style="list-style-type: none"> <li>des négociations ont été engagées pour le marché portant sur les travaux d'élargissement et d'aménagement de la route Mamelles – Aéroport qui ont eu pour effet de réduire le coût des travaux en violation de l'article 69 du NCMP. Pour pallier l'insuffisance des crédits disponibles, la masse des travaux a été réduite au-delà de la marge de fluctuation définie par l'article 17 du CCAG, un prix non prévu dans le DAO a été introduit (Prix N° 706), un prix figurant dans le bordereau des prix unitaires (Prix 510) a été revu à la baisse. Le montant du marché est ainsi passé de 34 075 760 402 F CFA TTC à 13 867 162 402 F CFA TTC. Pour le marché relatif à l'élargissement et à l'aménagement de la Route de Ouakam dont le budget disponible se chiffre à 14 600 000 000 F CFA alors que le marché a été attribué pour 29 066 786 699 F CFA TTC, les mêmes pratiques que celles évoquées ci - avant ont été observées qui constituent des violations du NCMP;</li> <li>les motifs invoqués pour passer le marché complémentaire relatif aux travaux de construction de la route Place Bienvenue – Mamelles par entente directe (N° 0078/08) ne sont pas conformes au CMP. Par ailleurs ces travaux ont démarré bien avant l'approbation du marché qui a entériné une régularisation de marché en violation des dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration;</li> <li>les clauses du marché complémentaire relatives à l'exécution du contrat de travaux d'aménagement et d'embellissement du tronçon Stèle Mermoz - Carrefour des Madeleines tout comme des travaux d'élargissement et d'aménagement de la VDN ne sont pas conformes au décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant code des marchés publics (article 151 du NCMP). Ainsi, les taux retenus pour la garantie de bonne exécution tout comme pour la retenue de garantie auraient dû être fixés conformément aux dispositions des articles 113 et 115 du NCMP ;</li> <li>les motifs invoqués à l'appui de la demande d'autorisation de passer un marché par entente directe (essais de pierres en grès et calcaire) pour la décoration de la trémie de la Place Bienvenue ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 76 alinéa 4 du décret 2002 - 550 du 30 mai 2002 portant code des marchés publics. En fait, cet article en évoquant les essais, les recherches ou expérimentations fait plutôt référence à des procédés technologiques complexes et non à des poses de revêtements en pierres ou en marbre.... Ce faisant, l'autorisation accordée à l'ANOCI de contracter par entente directe a été donnée en violation du CMP de 2002 ;</li> <li>nous avons noté l'utilisation de noms de marques dans le DAO en violation des dispositions de l'article 7 du NCMP qui proscriit toute référence à des noms de marques ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou d'un prestataire particulier (AO N° T-ANOCI-004) ;</li> <li>la clause de contrôle des prix de revient n'est pas mentionnée dans le contrat en violation des dispositions de l'article 75 du NCMP (ED N° 0078/08) ;</li> <li>certaines conventions de groupement ne sont pas versées aux dossiers de passation ;</li> <li>certains marchés sont attribués au-delà des périodes de validité des offres ;</li> <li>certaines conventions de groupement portant sur les obligations de chacune des parties au contrat ne sont pas versées aux dossiers de soumission dans les cas du marché relatif au contrôle et à la surveillance des travaux d'élargissement et d'aménagement de la route de Ouakam et celui portant sur le contrôle et la supervision des travaux de construction et d'aménagement de la route Place de la route cabinet Atépa - Mosquée Divinité – Mamelles.</li> </ol>

## 1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

Les principales recommandations formulées pour pallier les dysfonctionnements identifiés lors de notre revue sont résumées ci – après:

1. la masse des travaux ne doit pas varier dans des proportions dépassant les limites fixées par le CCAG du DAO ;
2. lorsque les fonds disponibles ne peuvent pas couvrir le coût des travaux, il est plus indiqué de requérir l'avis de la DCMP pour déclarer l'appel d'offres sans suite et de le relancer après avoir revu et corrigé le DAO dans le sens d'un redimensionnement du projet à la mesure des fonds disponibles ;
3. le principe de la négociation est interdit dans les marchés de travaux lorsqu'elles portent sur les prix unitaires et lorsqu'elles introduisent des prix nouveaux non compris dans le DAO. Il convient, sous ce rapport, de se conformer aux prescriptions du NCMP ;
4. les arguments relatifs à la préservation de l'environnement et à la pérennisation de l'investissement invoqués dans le courrier justifiant la demande d'autorisation de passer le marché par entente directe ne pouvaient pas être ignorés au moment de la réalisation des études préalables. Par conséquent, les travaux complémentaires subséquents auraient dû être intégrés dans le DAO et faire l'objet d'un chiffrage par les différents soumissionnaires dont les offres comprendraient les coûts liés à ces prestations. Ce faisant, on aurait probablement pu éviter les surcoûts qu'engendre une entente directe ;
5. éviter la pratique de la régularisation et se conformer aux dispositions de l'article 44 du COA ;
6. se conformer aux dispositions des articles 113, 115 et 151 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant code des marchés publics ;
7. éviter de citer des noms de marques dans les DAO conformément aux dispositions de l'article 7 du NCMP ;
8. se conformer aux dispositions de l'article 68 du NCMP relatives à la recevabilité, l'analyse, l'évaluation et la comparaison des offres ;
9. veiller à la mise en œuvre effective du contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations conformément à l'article 75 du NCMP ;
10. inscrire toutes les mentions devant figurer dans les procès verbaux d'ouverture des plis en se référant aux documents - types de l'ARMP ;
11. mettre en œuvre les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de passation des marchés ;
12. attribuer les marchés pendant la période de validité des offres ;
13. obtenir les conventions de groupement précisant les obligations des parties lorsque les offres conjointes sont prévues ;
14. se conformer aux dispositions de l'article 47 du NCMP qui précise les conditions de soumission en groupement.



### 1.3 TABLEAUX RECAPITULATIFS DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

Description	ED N° 0079/08	ED N° 0078/08	ED N° T01/08	ED N°	AO N° T-ANOCI-004
Attributaires	MAK / CDE	Eiffage Sénégal	Amadou Youssouf Sy	Compagnie Sahélienne d'entreprise	CSE / SINCO
Montants des marchés en F CFA TTC	11 220 568 973	7 218 293 588	58 212 660	6 256 410 640	29 066 786 699
Utilisation de noms de marque dans le DAO (article 7 NCMP)					√
Violation de l'article 9 NCMP sur le financement des marchés, l'existence de crédits et les autorisations préalables					√
Violation de l'article 24 NCMP sur les avenants		√			
Incohérence des dates inscrites sur les documents (article 44 COA)	√	√	√		
Non inscription d'une clause relative au contrôle de prix de revient dans le contrat (article 76 NCMP)		√			
Violation de l'article 76-4 du code des marchés 2002 sur les ententes directes			√		
Garantie de bonne exécution et retenue de garantie dépassant les pourcentages stipulés dans le NCMP (articles 113 à 115 NCMP)	√	√	√	√	
Violation de l'article 151 NCMP portant sur les marchés notifiés antérieurement à la date d'entrée en vigueur du NCMP	√		√		

<b>Description</b>	<b>DP N° D/001/09/DIR</b>	<b>DP N° 002/2008</b>	<b>DP N°</b>	<b>AO N°</b>	<b>Avenant N° 1 au marché N° C0075/06</b>
Attributaires	BDO – MBA	Apave Sahel Sud- Europe	Simon et Christiansen	Eiffage / MAK	Groupeement APAVE / CETE Sud Europe
Montants des marchés en F CFA TTC	18 110 640	675 748 240	875 274 798	13 867 162 273	162 889 000
Violation de l'article 9 NCMP sur le financement des marchés, l'existence de crédits et les autorisations préalables		√			
Violation aux dispositions de l'article 47 NCMP sur les groupements			√		√
Violation de l'article 59 NCMP sur les critères d'évaluation		√		√	
Recevabilité des offres : critères d'évaluation non conformes (article 68 NCMP)	√				
Forte disparité entre les offres (article 79-2 NCMP)	√				
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de bonne exécution	√				
Montant du contrat différent de celui inscrit sur l'attestation de crédit					√

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

### **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes. Le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur. Il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

## 2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ;

budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

## **2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION**

1. Le Consultant devra produire :

- un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).

2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

### **SECTION 3**

#### **APPROCHE METHODOLOGIQUE**



### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

#### 3.1 REVUE DES TEXTES

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- décret n° 2004-678 du 7 juin 2004 portant création de l'Agence nationale de l'Organisation de la Conférence islamique ;
- décret N° 2002-550 du 30 mai 2002 portant Code des Marchés Publics ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- règlement Général de la Comptabilité Publique ;
- ...

### **3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'ANOCI pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions Interne des Marchés.

### **3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu de l'ANOCI avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,

- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le Ministère de l'Economie et des Finances des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

## **SECTION 4**

### **RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DE NOS TRAVAUX**

### **4.1. OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

L'ANOCI est une structure administrative placée sous l'autorité de la Présidence de la République avec pour missions:

- d'organiser le 11<sup>ième</sup> Sommet de l'OCI;
- de construire et réaliser l'ensemble des infrastructures nécessaires à la bonne tenue du 11<sup>ième</sup> sommet de l'OCI (hôtels, centres de conférence, routes, aménagements paysagers) ;
- de mobiliser les financements nécessaires à l'organisation du 11<sup>ième</sup> Sommet de l'OCI ;
- d'accompagner les plus démunis conformément aux enseignements du Coran ;
- de renforcer la coopération et la solidarité entre les pays membres de l'OCI et le Sénégal.

Les organes de l'Agence de l'OCI sont :

- le Directeur Exécutif ;
- le Conseil de Surveillance.

Le Secrétaire Général de la Présidence de la République fait fonction de Directeur Exécutif. Le Directeur Exécutif est chargé de la gestion de l'Agence. Il prépare les travaux du Conseil de Surveillance et met en œuvre les orientations arrêtées par ce Conseil. Le Directeur Exécutif a autorité sur l'ensemble des services de l'Agence. Il rend compte au Chef de l'Etat des conditions d'exécution et d'avancement arrêtées par ce Conseil.

Le Directeur Exécutif prend toute décision utile à la bonne marche de l'Agence. Il est responsable de la passation des marchés de l'Agence, établit un rapport annuel d'activité qu'il soumet à l'approbation du Conseil de Surveillance et arrête les états financiers de l'Agence.

Le Conseil de Surveillance est chargé de :

- définir les orientations stratégiques de l'Agence ;
- s'assurer de la bonne exécution des missions de l'Agence ;
- approuver le budget annuel de l'Agence ;
- approuver l'organisation administrative de l'Agence ;
- approuver les états financiers arrêtés par le Directeur Exécutif, au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice ;
- adopter le rapport annuel d'activité de l'Agence préparé par le Directeur Exécutif.

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé :

- à la revue du Plan de Passation des Marchés préparé par l'ANOCI et transmis à la DCMP ;
- au contrôle de conformité de l'Avis Général de Passation des Marchés publié par l'ANOCI avec le PPM ;
- au rapprochement de l'état d'exécution du Plan de Passation des Marchés qui nous a été transmis avec les statistiques d'exécution des marchés tenus par la DCMP et publiées sur le portail des marchés publics.

Nous avons vérifié, conformément aux termes de référence, que l'ANOCI en tant qu'agence ayant la personnalité morale, s'est dotée d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés pour se conformer aux dispositions des arrêtés 11 586 et 11 588 pris en application des articles 35 et 36 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des CPM et des CM. Les décisions de création de ces structures et de nomination de leurs membres nous ont été transmises mais nous n'avons pas obtenu les copies des attestations de prise de connaissance de la Charte d'Ethique et de Transparence en matière de Marchés Publics (décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics).

Les membres de ces deux structures sont tous formés au NCMP et ont une bonne connaissance des règles de la passation des marchés comme l'atteste le degré de formalisation des dossiers de passations des marchés qui font l'objet pour l'essentiel d'un classement tout à fait acceptable avec un souci de se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage desdits dossiers. Notons sous ce rapport que l'ANOCI bénéficie du concours d'une expertise extérieure dans la composition de ces deux structures ce qui a fortement contribué à renforcer ses capacités en matière de passation des marchés.

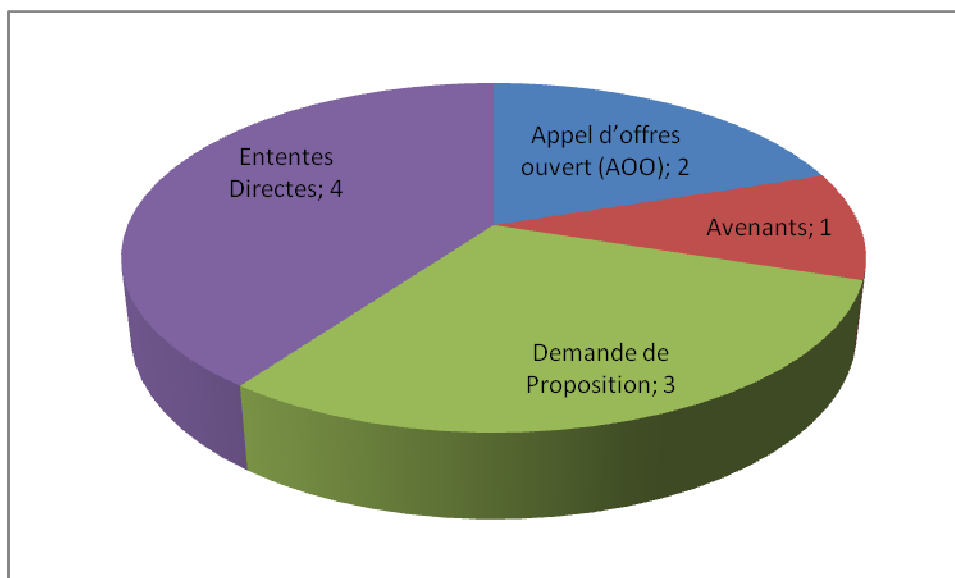
La Commission des Marchés de l'ANOCI n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le NCMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus élaboré et transmis ses rapports trimestriels à la DCMP et à l'ARMP.

#### **Rappel des seuils applicables à l'ANOCI en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007**

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	50	600	400	800
Fournitures et services	30	400	200	400
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350

#### **4.2 PERIMETRE COUVERT**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2008		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	2	42 933 949 101	2	42 933 949 101
Avenants	1	162 889 000	1	162 889 000
Demande de Proposition	3	1 569 133 678	3	1 569 133 678
Ententes Directes	4	24 753 485 861	4	24 753 485 861
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>69 419 457 640</b>	<b>10</b>	<b>69 419 457 640</b>
<b>Taux de couverture</b>			<b>100%</b>	<b>100%</b>



#### **4.3 EXAMEN DES MARCHES**

Nous avons examiné la totalité des marchés présentés par l'ANOCI qui sont au nombre de 10.

##### **4.3.1 MARCHES CONCLUS PAR ENTENTE DIRECTE**

Les principales constatations sont présentées ci – après :

<b>TRAVAUX D'ELARGISSEMENT ET D'EMBELLEMENT DE LA CORNICHE OUEST DE DAKAR SUR LE TRONÇON STELE MERMOZ - CARREFOUR DES MADELEINES</b>		
<b>Description</b>	<b>Marché de Base</b>	<b>Marché Complémentaire</b>
Date demande autorisation ED	Non Applicable	5 juillet 2007
Date avis / autorisation CNCA	7 mars 2006	6 décembre 2007
Date de l'attestation d'existence des crédits	Non Disponible	22 janvier 2008
Date d'approbation du marché	11 mai 2006	22 février 2008
Délai d'exécution ou date de fin des travaux	31 mars 2008	31 mars 2008
Attributaire	MAK/CDE	MAK/CDE
Numéro du marché	AO N° 013/FM	ED N° 0079/08
Montant du marché en TTC	22 019 829 440	11 220 568 973
Mode de passation	AOI	ED
<b>Non conformités</b>	<p>- les clauses du marché complémentaire relatives à l'exécution du contrat ne sont pas conformes au décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant code des marchés publics qui dans son article 151, précise que les marchés notifiés après la mise en vigueur du nouveau code des marchés publics demeurent régis, pour leur exécution, par les dispositions dudit code. Ce faisant, les taux retenus pour la garantie de bonne exécution tout comme pour la retenue de garantie auraient dû être fixés conformément aux dispositions des articles 113 et 115 du NCMP.</p>	
<b>Recommandation</b>	<p>- se conformer aux dispositions des articles 113, 115 et 151 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant code des marchés publics.</p>	
<b>Commentaires de l'ANOCI</b>	<p>Nous tenons à vous préciser que l'avenant et les marchés complémentaires n'ont pas été conclus après l'entrée en vigueur du NCMP mais plutôt en décembre 2007 comme vous avez bien pu les constater dans les différents documents contractuels mis à votre disposition et déposés à la CNCA pendant cette même période ; c'est probablement une erreur d'appréciation de votre part.</p> <p>Par contre, nous constatons en même temps que vous que la CNCA ne les a transmis à la DCMP qu'après l'entrée en vigueur du NCMP ; ce qui n'a pas empêché à la DCMP de les envoyer pour approbation à l'autorité compétente.</p> <p>Vous comprenez aisément qu'aucun manquement n'est imputable à l'ANOCI.</p> <p>Il n'y a donc pas lieu de retenir cette observation surtout que l'audit ne porte ni sur la CNCA, ni sur la DCMP. Il en sera de même pour toutes les autres conclusions accessoires liées à votre observation sur le Code applicable (Exemple : retenue garantie 12% et prix de revient relatif au montant des devis).</p>	



<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Nous avons bien noté que le marché a été souscrit en décembre 2007. Cependant, au terme de l'article 151 alinéa 1 du NCMP, les marchés notifiés antérieurement à la date d'entrée en vigueur du NCMP demeurent régis, pour leur exécution, par les dispositions du décret 2002 – 550. Dans le cas d'espèce, l'approbation du marché complémentaire est intervenue le 22 février 2008 ; a fortiori, la notification ne peut être faite qu'après ladite approbation et le marché n'aura d'effet qu'à compter de sa notification conformément à l'article 83 du NCMP. Il doit par conséquent être régi, dans son exécution, par les dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007.</p>
--------------------------------	---

<b>TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE PLACE BIENVENUE- MOSQUEE DE LA DIVINITE- MAMELLES</b>		
<b>Description</b>	<b>Marché de Base</b>	<b>Marché Complémentaire</b>
Date demande autorisation ED	Non Applicable	30 novembre 2007
Date avis / autorisation CNCA		6 décembre 2007
Date d'approbation du marché	20 septembre 2006	22 février 2008
Délai d'exécution ou date de fin des travaux	Lot 1 : 8 mois Lot 2 : 7 mois	31 mars 2008
Date de l'attestation d'existence des crédits	Non Disponible	29 janvier 2008
Attributaire	Eiffage Sénégal (Fougerolle)	Eiffage Sénégal (Fougerolle)
Numéro du marché	AO N° T/070/FM	ED N° 0078/08
Montant du marché en TTC	Lot 1 : 7 375 096 212 Lot 2 : 8 170 034 597	7 218 293 588
Mode de passation	AO	ED
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les motifs invoqués dans la demande d'autorisation de passer un marché par entente directe en raison de « modifications importantes et améliorations techniques pour préserver l'environnement, améliorer le cadre de vie et pérenniser l'investissement... » ne sont pas pertinents pour justifier l'autorisation accordée par la CNCA de conclure un marché complémentaire. En effet, les études d'impact environnementales et sociales sont un préalable à tout projet de ce type et sont systématiquement prévues de même que la pérennité des ouvrages engageant des coûts aussi importants doit être une préoccupation de tous les instants et ne peuvent être invoqués ex post pour justifier des travaux complémentaires ;</li> <li>- la dénomination de ce marché prête à confusion puisque aussi bien l'attestation d'existence de crédit que le devis quantitatif estimatif de l'entreprise annexé au contrat utilisent le qualificatif AVENANT alors que l'ANOCI utilise le terme MARCHE COMPLEMENTAIRE ;</li> <li>- la clause de contrôle des prix de revient n'est pas mentionnée dans le contrat en violation des dispositions de l'article 75 du NCMP ;</li> <li>- les travaux complémentaires ont démarré bien avant l'approbation du contrat qui est intervenue le 22 février 2008 pour des travaux censés bouclés le 31 mars 2008 ; il s'agit par conséquent d'un marché de régularisation de prestations déjà entamées.</li> </ul>	

## TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE PLACE BIENVENUE- MOSQUEE DE LA DIVINITE- MAMELLES

### Recommandations

- les arguments relatifs à la préservation de l'environnement et à la pérennisation de l'investissement invoqués dans le courrier justifiant la demande d'autorisation de passer le marché par entente directe ne pouvaient pas être ignorés au moment de la réalisation des études préalables. Par conséquent, les travaux complémentaires subséquents auraient dû être intégrés dans le DAO et faire l'objet d'un chiffrage par les différents soumissionnaires dont les offres comprendraient les coûts liés à ces prestations. Ce faisant, on aurait probablement pu éviter les surcoûts qu'engendre une entente directe ;
- s'il s'agit d'un AVENANT conclu sous l'empire du NCMP mais se rapportant à un marché notifié avant l'entrée en vigueur du NCMP, ledit avenant sera soumis au NCMP puisque aucune stipulation contractuelle ne lie les modifications apportées à cette prestation à la survenance d'évènements dont la réalisation aurait produit un effet rétroactif et provoqué l'application de la réglementation en vigueur au moment de la conclusion du contrat de base (voir avis N°002/09/ARMP/CRD du 26 janvier 2009). Ce faisant, le montant de l'avenant qui dépasse les 30 % autorisés, a été fixé en violation des dispositions de l'article 24 du NCMP ;
- s'il s'agit d'un MARCHE COMPLEMENTAIRE, son montant est plafonné au tiers du marché de base y compris les avenants et l'ANOCI ferait là aussi une violation des dispositions de l'article 76 alinéa 3 du NCMP ;
- il faut noter que de manière générale tous les marchés notifiés après la mise en vigueur du NCMP doivent être conformes, dans leurs dispositions relatives à leur exécution, au NCMP. Dès lors, le contrôle spécifique des prix de revient doit être expressément prévu dans les clauses du contrat ;
- éviter la pratique de la régularisation et se conformer aux dispositions de l'article 44 du COA.
- Il a été aussi clairement expliqué à l'auditeur que compte tenu de l'impérieuse nécessité pour les entreprises de terminer les travaux avant la tenue du Sommet de l'OCI en mars 2008, le Maître d'ouvrage Délégué (ANOCI) n'a pas attendu l'approbation des contrats en février 2008, pour demander l'exécution des dits travaux. En effet aussitôt après avoir obtenu l'accord écrit de la CNCA, le 07 Décembre 2007, de passer les marchés complémentaires, il a été demandé aux entreprises de continuer les travaux relatifs à ces marchés, condition sine quanon de livraison des infrastructures avant le Sommet.

<p><b>Commentaires de l'ANOCI</b></p>	<p>En cours de réalisation des travaux de la Corniche Ouest entre la Place Bienvenue et la Pharmacie des Mamelles, des modifications ont été apportées au projet, liées à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un changement de tracé dans la zone des Mamelles afin de contourner le nouveau lotissement de l'extension du village traditionnel de Ouakam et d'éviter ainsi un contentieux foncier vis-à-vis de la Communauté Lébou de Ouakam. Ce Changement a entraîné d'importants mouvements de matériaux (déblais rocheux et purges) et la construction d'un pont type portique à l'intersection avec la route de Ouakam ;</li> <li>- la protection de la lentille de sable sur la montagne abritant le Monument de la Renaissance Africaine et qu'aucune donnée géologique disponible à l'époque n'envisageait. Le talus a été ainsi protégé des effets de l'érosion éolienne et des eaux de ruissellement par la mise en place d'un béton projeté et d'un système de caniveaux pour assurer sa stabilité.</li> <li>- l'identification de la présence de failles géologiques dans la zone de gabions de la Mosquée de la Divinité. Des sondages géotechniques complémentaires suivis d'une étude technique complémentaire ont été réalisés afin de bien cerner la zone concernée et de proposer le système stabilisation de l'ouvrage projeté. Des micro pieux ont été ainsi exécutés de part et d'autre des failles pour garantir le bon confortement du remblai renforcé et sécuriser l'ouvrage en gabions Terramesh de la Mosquée de la Divinité.</li> <li>- La construction d'importants projets immobiliers le long de la Corniche, qui, au moment de l'Etude du projet, n'étaient pas encore d'actualité. Les ouvrages d'art ont été prolongés jusqu'en mer afin d'éviter le déversement sauvage des eaux de ruissellement dans les propriétés privées, assurant ainsi un écoulement maîtrisé des eaux de ruissellement</li> </ul> <p>Ces motifs, non prévisibles, expliquent la validation par la CNCA du marché complémentaire et son approbation par l'autorité compétente. Vous voyez donc qu'aucune étude technique ne peut prévoir l'opposition de populations à un projet.</p> <p>En conséquence, nous vous remercions de revoir vos conclusions et commentaires relatifs à ce point d'audit.</p> <p>Par ailleurs, vous semblez insinuer que le marché complémentaire visé est une « régularisation » compte tenu</p>
---------------------------------------	--

	<p>de la courte période séparant le délai d'approbation et celui de réception du marché. En réalité, l'entreprise n'a pas arrêté ses travaux pendant que la procédure de passation suivait son cours normal compte tenu de la proximité de tenue du 11<sup>ème</sup> Sommet de l'OCI (mars 2008). Ce n'est donc pas un cas de régularisation comme vous semblez l'insinuer.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le changement de tracé n'est pas éligible au marché complémentaire</li> <li>- Le souci de protection de la lentille de sable tout comme les découvertes géologiques sont effectivement des circonstances techniques imprévisibles pouvant justifier la conclusion d'un marché complémentaire</li> <li>- La construction d'importants projets immobiliers ne peut pas justifier un marché complémentaire puisqu'il appartient aux promoteurs de prendre en charge les coûts de l'assainissement des terrains sur lesquels le projet sera érigé.</li> </ul>

<b>TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'EMBELLISSEMENT DE LA TREMIE DE LA PLACE BIENVENUE SUR LA CORNICHE OUEST</b>	
<b>Description</b>	<b>Marché de Base</b>
Date demande autorisation ED	7 décembre 2007
Date avis / autorisation CNCA	4 décembre 2007
Date d'approbation du marché	28 février 2008
Date de fin des travaux	15 février 2008
Date de l'attestation d'existence des crédits	24 janvier 2008
Attributaire	Amadou Youssouf
Numéro du marché	ED N° T/01/08
Montant du marché en TTC	58.212.660 F CFA TTC
Mode de passation	ED
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les motifs invoqués à l'appui de la demande d'autorisation de passer un marché par entente directe (essais de pierres en gré et calcaire) ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 76 alinéa 4 du décret 2002 - 550 du 30 mai 2002 portant code des marchés publics. En fait, cet article en évoquant les essais, les recherches ou expérimentations fait plutôt référence à des procédés technologiques et non à des poses de revêtements en pierres ou en marbre.... Ce faisant, l'autorisation accordée à l'ANOCI de contracter par entente directe a été donnée en violation du CMP de 2002 ;</li> <li>- le montant de la caution de bonne exécution fixée à 5 919 932 F CFA TTC soit 12% de celui du marché n'est pas conforme aux dispositions des articles 113 et 151 du NCMP ;</li> <li>- le marché censé être livré le 15 février 2008 a été approuvé le 28 février 2008 soit deux semaines après la date de livraison contractuelle. A cette anomalie qui est l'illustration d'un marché de régularisation s'ajoutent les incohérences de dates notées sur la lettre de demande de réception de chantier adressée à l'ANOCI par l'attributaire datée du 22 Février 2007 (réception provisoire).</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la CNCA devrait veiller à une application stricte des dispositions du CMP pour le traitement des demandes d'autorisation de contracter par entente directe ;</li> <li>- fixer les montants des garanties de bonne exécution conformément aux dispositions de l'article 113 du NCMP ;</li> <li>- éviter la pratique de la régularisation et se conformer aux dispositions de l'article 44 du COA.</li> </ul>

<b>Commentaires de l'ANOCI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'auditeur pense à tort que poser des pierres sur une paroi verticale de 8 m de hauteur, paroi qui est soumise à des vibrations extrêmement importantes, liées au volume de trafic lourd et léger très important qui existe sur cet axe, ne peut être considéré comme une expérimentation faisant référence à des procédés technologiques complexes évoqués par l'article 76 alinéa 4 du décret 2002 – 550 du 30 Mai 2002 portant code des Marchés Publics.</li> <li>- Pour précision, cette expérimentation a nécessité l'utilisation d'un ciment maritime mélangé à du SICALATEX pour garantir une bonne adhésivité des pierres de grés et calcaire sur les parois de la trémie ; ce qui justifie aujourd'hui leur bonne tenue malgré les nombreuses contraintes auxquelles ces parois sont soumises. En conséquence, l'avis favorable de la CNCA est bien justifié contrairement aux affirmations de l'auditeur.</li> <li>- Il a été aussi clairement expliqué à l'auditeur que compte tenu de l'impérieuse nécessité pour les entreprises de terminer les travaux avant la tenue du Sommet de l'OCI en mars 2008, le Maître d'ouvrage Délégué (ANOCI) n'a pas attendu l'approbation des contrats en février 2008, pour demander l'exécution des dits travaux. En effet aussitôt après avoir obtenu l'accord écrit de la CNCA, le 07 Décembre 2007, de passer les marchés complémentaires, il a été demandé aux entreprises de continuer les travaux relatifs à ces marchés, condition sine qua non de livraison des infrastructures avant le Sommet.</li> </ul>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Observations maintenues

<b>TRAVAUX D'EXTENSION, D'AMENAGEMENT ET D'EMBELLEMENT DE LA VOIE DE DEGAGEMENT NORD: 5,7 KM</b>		
<b>Description</b>	<b>Marché de Base</b>	<b>Marché Complémentaire</b>
Date avis sur contrat/ autorisation ED CNCA	12 janvier 2007	31 janvier 2008
Date d'approbation du marché	14 février 2007	22 février 2008
Délai d'exécution ou date de fin des travaux	10 mois	31 mars 2008
Attributaire	CSE	CSE
Montant du marché en TTC	Lot 1 : 8 126 838 287 Lot 2 : 11 829 965 462	6 256 410 640
Mode de passation	AO	ED
<b>Non-conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les clauses du marché complémentaire relatives à l'exécution du contrat ne sont pas conformes au décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant code des marchés publics qui dans son article 151, précise que les marchés notifiés après la mise en vigueur du nouveau code des marchés publics demeurent régis, dans leur exécution, par les dispositions dudit code. Ce faisant, les taux retenus pour la garantie de bonne exécution tout comme pour la retenue de garantie auraient du être fixés conformément aux dispositions des articles 113 et 115 du NCMP ;</li> <li>- la clause du contrat plafonnant les pénalités de retard à un maximum de 15% du montant du marché n'est pas conforme à l'article 132 du NCMP.</li> </ul>	
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- veiller au respect des dispositions des articles 113 et 115 NCMP sur la garantie de bonne exécution et la retenue de garantie ;</li> <li>- se conformer à l'article 132 du NCMP sur les pénalités de retard.</li> </ul>	



<p><b>Commentaires de l'ANOCI</b></p>	<p>Nous tenons à vous préciser que l'avenant et les marchés complémentaires n'ont pas été conclus après l'entrée en vigueur du NCMP mais plutôt en décembre 2007 comme vous avez bien pu les constater dans les différents documents contractuels mis à votre disposition et déposés à la CNCA pendant cette même période ; c'est probablement une erreur d'appréciation de votre part.</p> <p>Par contre, nous constatons en même temps que vous que la CNCA ne les a transmis à la DCMP qu'après l'entrée en vigueur du NCMP ; ce qui n'a pas empêché à la DCMP de les envoyer pour approbation à l'autorité compétente.</p> <p>Vous comprenez aisément qu'aucun manquement n'est imputable à l'ANOCI.</p> <p>Il n'y a donc pas lieu de retenir cette observation surtout que l'audit ne porte ni sur la CNCA, ni sur la DCMP. Il en sera de même pour toutes les autres conclusions accessoires liées à votre observation sur le Code applicable (Exemple : retenue garantie 12% et prix de revient relatif au montant des devis).</p>
<p><b>Appréciation du Cabinet</b></p>	<p>Nous avons bien noté que le marché a été souscrit en décembre 2007. Cependant, au terme de l'article 151 alinéa 1 du NCMP, les marchés notifiés antérieurement à la date d'entrée en vigueur du NCMP demeurent régis, pour leur exécution, par les dispositions du décret 2002 – 550. Dans le cas d'espèce, l'approbation du marché complémentaire est intervenue le 22 février 2008 ; a fortiori, la notification ne peut être faite qu'après ladite approbation et le marché n'aura d'effet qu'à compter de sa notification conformément à l'article 83 du NCMP. Il doit par conséquent être régi, dans son exécution, par les dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007.</p> <p>Les observations sont maintenues</p>

### 4.3.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

Les principales constatations sont présentées ci – après :

<b>DAO N° T - ANOCI - 004 DU ELARGISSEMENT ET AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE OUKAM (6,460 KM EN UN LOT UNIQUE)</b>	
<b>Description</b>	<b>Marché</b>
Date de publication de l'avis de pré qualification	28 juillet 2008
Date de dépôt des dossiers de pré qualification	28 aout 2008
Date de soumission de la liste restreinte à la DCMP pour ANO	30 octobre 2008
Date de transmission du Dossier d'Appel d'Offres	3 novembre 2008
Date limite de dépôt des offres	3 décembre 2008
Date d'attribution provisoire	13 décembre 2008
Date approbation DCMP sur la proposition d'attribution	13 janvier 2009
Attributaire	CSE/SINCO
Numéro du marché	T-ANOCI/004
Montant du marché en F CFA TTC	Tranche Ferme 25 489 242 259 Tranche conditionnelle 3 577 544 440 Total 29 066 786 699
Mode de passation	AO
Délai d'exécution	15 mois
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- nous avons noté l'utilisation de noms de marques dans le DAO en violation des dispositions de l'article 7 du NCMP qui proscriit toute référence à des noms de marques ou spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou d'un prestataire particulier ;</li> <li>- nous notons que le budget disponible qui se chiffre à 14 600 000 000 F CFA ne couvre même pas la tranche ferme des travaux et que l'ANOCI envisage des négociations avec l'attributaire provisoire si on se réfère à sa requête adressée à la DCMP. Dans cette requête, un nouveau prix a été introduit qui ne figurait pas dans le DAO pour remplacer une trémie par un pont ;</li> <li>- nous constatons également que la réduction envisagée de la masse des travaux, pour rester dans les limites de l'enveloppe budgétaire disponible, atteindra une proportion dépassant la marge de variation permise dans le CCAG du DAO exposant l'ANOCI à une éventuelle indemnisation de l'attributaire provisoire.</li> </ul>

<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- veiller au respect des dispositions de l'article 7 du NCMP sur l'interdiction de l'utilisation des noms de marques;</li> <li>- ne pas inclure de nouveaux prix non prévus dans le DAO ;</li> <li>- la masse des travaux ne doit pas varier dans des proportions dépassant les limites fixées par le CCAG du DAO. Les fonds disponibles ne pouvant pas couvrir le coût des travaux, il nous semble plus indiqué de déclarer cet appel d'offres sans suite et de le relancer après avoir revu et corrigé le DAO dans le sens d'un redimensionnement du projet à la mesure des fonds disponibles ;</li> <li>- le principe de la négociation est interdit dans les marchés de travaux lorsqu'elles portent sur les prix unitaires et lorsqu'elles introduisent des prix nouveaux non compris dans le DAO. Il convient, sous ce rapport, de se conformer aux prescriptions du NCMP.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'ANOCI</b>	<p>Concernant les travaux d'élargissement et d'aménagement de la route de Ouakam, il y'a lieu de préciser qu'il n'y a pas eu de remplacement d'une trémie par un pont, la modification apportée a concerné la suppression justifiée de la trémie projetée au niveau de « l'ex Régat ». La construction du pont que vous invoquez étant prévue dans le poste 104 : Plan de Déviation Alternatif</p> <p>La diminution de la masse des travaux a été soumise aux groupements d'entreprises adjudicataires qui ont donné leur accord et se sont engagés, par écrit, à ne réclamer aucun dommage et intérêt liés à cette diminution qui n'a porté que sur les quantités conformément à l'article 69 du NCMP</p> <p>Seuls des réaménagements techniques du projet initial ont été opérés ; ce qui naturellement a entraîné des réajustements de quantités</p> <p>Les modifications apportées aux projets ont été présentées et justifiées auprès des bailleurs de fonds et de la DCMP, qui ont donné leur attribution avant l'établissement des contrats</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Nous prenons acte de la suppression de la trémie projetée au niveau de l'ex – Régat, de la prévision du prix 104 dans le devis et de l'engagement du groupement à ne pas réclamer de dédommagements.</p> <p>Nous estimons néanmoins que la forte variation de la masse des travaux justifie le redimensionnement du projet et la relance de l'appel d'offres.</p>

<b>TRAVAUX D'ELARGISSEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA ROUTE MAMELLES – AEROPORT, CORNICHE DES ALMADIES ET VIRAGE – OCEAN</b>	
<b>Description</b>	<b>Marché</b>
Date de publication de l'avis de pré qualification	octobre 2008
Date de dépôt des dossiers de pré qualification	18 novembre 2008
Date de soumission de la liste restreinte à la DCMP pour ANO	30 octobre 2008
Date de transmission du Dossier d'Appel d'Offres	21 janvier 2009
Date limite de dépôt des offres	9 mars 2009 reporté au 30 mars 2009
Date d'attribution provisoire	12 juin 2009
Attributaire	EIFPAGE / MAK
Montant du marché en F CFA TTC	Attribué pour 34 075 760 402 F CFA TTC puis ramené à 13 867 162 273 F CFA TTC après négociations
Mode de passation	AO
Délai d'exécution	15 mois réduits à 12 mois
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la réduction de la masse des travaux (suppression des lots 2 et 3, modifications substantielles du lot 1 avec la suppression de l'ouvrage dénivelé du virage, la suppression de la grave bitume remplacée par le tout venant basalte, la suppression des chaînettes d'épaulement des trottoirs....) a atteint une amplitude telle que la relance de l'appel d'offres aurait été la solution la plus indiquée . Les modifications apportées dépassent la marge de fluctuation de 25% prévue dans le DAO (article 17 du CCAG). En fait le projet passe dans un premier temps de 34 075 760 402 F CFA TTC à 14 099 122 026 F CFA H TVA puis après négociations poussées, à 13 867 162 402 F CFA TTC ;</li> <li>- des négociations ont été menées avec l'attributaire provisoire qui ont porté sur des éléments de prix qui n'étaient pas inclus dans le DAO. Ainsi, les équipements d'éclairage public facturés 871 875 000 F CFA ont été rajoutés au marché alors qu'ils n'étaient pas prévus dans le DAO (introduction d'un nouveau prix 706) et le coût du déplacement des réseaux des concessionnaires a été réduit de moitié pour passer de un milliard de F CFA à cinq cent millions de F CFA (Prix 510 du DAO). En somme, nous notons dans le cas d'espèce des variations de prix de très forte amplitude, une modification de la nature du projet, des changements de solutions techniques non prévus dans le DAO ;</li> <li>- le marché est attribué au delà de la période de validité des offres sans qu'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres ne soit adressée aux soumissionnaires.</li> </ul>

<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la masse des travaux ne doit pas varier dans des proportions dépassant les limites fixées par le CCAG du DAO. Puisque les fonds disponibles ne pouvaient pas couvrir le coût des travaux, il aurait été plus indiqué de déclarer cet appel d'offres sans suite et de le relancer après avoir revu et corrigé le DAO dans le sens d'un redimensionnement du projet à la mesure des fonds disponibles ;</li> <li>- le principe de la négociation est interdit dans les marchés de travaux lorsqu'elles portent sur les prix unitaires (Prix 510) et lorsqu'elles introduisent des prix nouveaux non compris dans le DAO (Prix 706). Il convient de se conformer aux prescriptions du NCMP ;</li> <li>- les marchés doivent être attribués pendant la période de validité des offres. Lorsque la mise en œuvre des procédures de sélection traîne en longueur et laissent entrevoir un risque de dérapage, une demande doit être adressée aux soumissionnaires pour proroger la durée de validité des offres.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'ANOCI</b>	<p>Le projet de la route de l'aéroport est constitué de trois (3) axes routiers indépendants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mamelles / Aéroport</li> <li>- Corniche des Almadies et,</li> <li>- Le Virage / Hôtel Océan</li> </ul> <p>Il y a lieu de préciser que la difficulté principale à laquelle l'ANOCI était confrontée était que toutes les offres reçues dépassaient largement les financements disponibles malgré les études préalables qui étaient réalisées sur ce tronçon en collaboration avec le bailleur de fonds. Pour lever cette exception, l'ANOCI a demandé l'autorisation à la DCMP de procéder à des réajustements de quantités des axes routiers initialement ciblés afin de les conformer au financement disponible et de se concentrer sur uniquement le tronçon principal. A cet effet, les lots 2 et 3 du projet de la Route de l'Aéroport ont été différés et le Maître d'Ouvrage a décidé de concentrer le budget disponible au lot 1 (axe principal Mamelles / Aéroport LSS) en supprimant également l'ouvrage dénivelé prévu au niveau du croisement dit « Le Virage ». La DCMP a donné son accord par lettre sous réserve que les prix unitaires de soumission ne soient pas modifiés. Ce qui a été respecté, aucun prix unitaire de soumission de l'entreprise n'a été modifié, seuls des réaménagements techniques du projet initial ont été opérés ; ce qui naturellement a entraîné des réajustements de quantités.</p> <p>La diminution de la masse des travaux a été soumise au Groupement d'entreprises adjudicataires qui ont donné leur accord et se sont engagés, par écrit à ne réclamer aucun</p>

	<p>dommage et intérêt liés à cette diminution. Les modifications apportées au projet ont été présentées et justifiées auprès des bailleurs de fonds et de la DCMP qui ont donné leur autorisation avant l'établissement des contrats.</p> <p>Nous comprenons que vous avez été induits en erreur par le courrier de l'ANOCI envoyé à la DCMP où le terme « Négociation » était utilisé à tort. Cependant, au-delà de cette apparence, le code des marchés, pour ce projet, n'a subi aucune violation. En effet, les réajustements opérés n'ont porté que sur des quantités (conformément à l'article 69 du NCMP) et non sur les prix unitaires.</p> <p>S'agissant de prix :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le poste 706 « équipement d'éclairage public » est un prix forfaitaire (et non unitaire) fixé par le Maître d'Ouvrage (et non par l'attributaire).</li> </ul> <p>Il en est de même du prix N° 510 « Déplacement et remise en place de réseaux SDE, SENELEC, SONATEL et des conduites et canalisations diverses » qui a subi une baisse suite au gel des lots 2 et 3.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Nous prenons acte de l'engagement du groupement à ne pas réclamer de dédommagements.</p> <p>Le prix 706 est un nouveau prix qui ne figurait pas dans le DAO. Par ailleurs le Maître d'Ouvrage n'a pas à fixer des prix ; ceux – ci doivent faire l'objet d'une compétition.</p> <p>Nous estimons en conséquence et au regard de la forte variation de la masse des travaux (plus de 50%) qu'il aurait fallu redimensionner le projet et relancer l'appel d'offres.</p>

### 4.3.3 Marchés conclus par Demande de Proposition

DP N° D/001/09/DIR AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DES COMPTES DE LA VDN	
Description	Marché
Avis d'appel public à manifestation d'intérêt N° 003/2008	17 octobre 2008
Date de dépôt des manifestations d'intérêt	11 novembre 2008
Date ouverture des MI	18 novembre 2008
Date Rapport d'analyse des MI	16 décembre 2008
Date ANO DCMP sur la liste restreinte	27 mars 2009
Date de transmission du Demande de Propositions	11 février 2009
Date limite de dépôt des offres	12 mars 2009
Date d'attribution provisoire	9 juillet 2009
Date avis de non objection DCMP sur le rapport technique	1 <sup>er</sup> juillet 2009
Date avis de non objection DCMP sur le rapport financier et l'attribution provisoire	23 juillet 2009
Date demande d'avis de non objection au bailleur	27 juillet 2009
Date de souscription	D/001/09/DIR
Attributaire	BDO MBA
Montant du marché en F CFA TTC	18 110 640
Mode de passation	DP
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- après analyse des manifestations d'intérêt, la Commission des Marchés a décidé de retenir les trois candidatures alors que l'offre de GSM n'était pas conforme sur 2 des 4 critères d'évaluation et que l'offre du Cabinet Aziz Dièye n'était pas non plus conforme sur un critère. La commission a décidé de toutes les retenir en violation des articles 68 et 79 alinéa 2 plutôt que de relancer l'AMI;</li> <li>- La terminologie est non conforme au NCMP ;</li> <li>- Il est écrit dans le rapport d'évaluation technique que le Cabinet GSM n'a pas répondu (GSM devait fournir l'affiliation avec un Groupe International avant l'attribution provisoire).</li> <li>- Cette information aurait dû être mentionnée dans le procès verbal d'ouverture des plis ;</li> <li>- le retrait de la clause relative à la garantie de bonne exécution demandé par la DCMP n'est pas tout à fait conforme à l'arrêté 11584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP. En fait, cette garantie de bonne exécution peut être requise pour les prestations intellectuelles lorsque le montant estimé du marché dépasse le seuil de 35 Millions F CFA TTC ;</li> <li>- le marché est attribué bien au delà de la période de validité des offres sans qu'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres ne soit adressée aux soumissionnaires.</li> </ul>

<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- évaluer et choisir les candidats par rapport aux critères d'évaluation édictée dans la DP concernant les prestations intellectuelles ;</li> <li>- se conformer à la terminologie édictée par le NCMP ;</li> <li>- veiller à la cohérence des dates inscrites dans les documents de passation des marchés et éviter les pratiques de régularisation (article 44 COA);</li> <li>- prévoir la garantie de bonne exécution pour les prestations intellectuelles lorsque le coût des prestations dépasse le seuil de 35 Millions F CFA TTC ;</li> <li>- les marchés doivent être attribués pendant la période de validité des offres. Lorsque la mise en œuvre des procédures de sélection traîne en longueur et laissent entrevoir un risque de dérapage, une demande doit être adressée aux soumissionnaires pour proroger la durée de validité des offres.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'ANOCI</b>	Des demandes de prorogation ont été envoyées aux différents soumissionnaires avec accusés de réception dont copies en annexe.
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Aucun document n'a été annexé à la réponse qui nous a été transmise.



**DP - CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ELARGISSEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE OUAKAM**

<b>Description</b>		<b>Marché</b>
Avis d'appel public à manifestation d'intérêt N° 003/2008		28 juillet 2008
Date de dépôt des manifestations d'intérêt		28 août 2008
Date Rapport d'analyse des MI		6 octobre 2008
Date de soumission de la liste restreinte à la DCMP pour ANO		30 octobre 2008
Date de transmission du Demande de Propositions		3 novembre 2008
Date limite de dépôt des offres		3 décembre 2008
Date rapport d'évaluation des offres techniques		20 janvier 2009
Date avis de non objection DCMP sur le rapport technique		10 février 2009
Date rapport financier et proposition de l'attribution provisoire		12 mars 2009
Date d'attribution provisoire		9 juillet 2009
Date procès verbal de négociations		6 août 2009
Attributaire provisoire		Simon et Christiansen
Montant du marché en F CFA TTC		875 274 798
Date de notification		4 août 2009
Mode de passation		DP
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La terminologie utilisée dans le procès verbal d'ouverture des manifestations d'intérêt est non conforme au NCMP puisqu'il y est fait mention d'appel d'offres en lieu et place de sollicitation de manifestations d'intérêt ;</li> <li>- Les signataires du procès verbal ne l'ont pas fait en leur qualité de membres de la Commission des Marchés ;</li> <li>- La date de dépôt des manifestations d'intérêt mentionnée dans le procès verbal d'évaluation des MI (28 septembre 2008) n'est pas conforme à celle qui figure sur l'avis de sollicitation de manifestation d'intérêt (28 août 2008) ;</li> <li>- le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt fait état de garanties et de pièces administratives alors qu'à ce stade de la procédure, ces informations ne doivent pas être requises ;</li> <li>- le procès verbal d'ouverture a été corrigé après que deux candidats ont apporté la preuve qu'ils avaient bien déposé leurs manifestations d'intérêt avant la date limite de dépôt ;</li> <li>- la short - list validée par la DCMP comporte le nom d'un candidat ne figurant pas sur le rapport d'évaluation soumis à son approbation ;</li> <li>- le procès verbal d'ouverture des plis de la DP relative au contrôle et à la surveillance des travaux de la route de Ouakam mentionne le nom de soumissionnaires consultés pour les travaux de l'aéroport induisant une confusion ;</li> <li>- les entreprises sénégalaises ont soumissionné en groupement avec des entreprises étrangères désignées par les bailleurs de fonds et aucune convention de partenariat fixant les obligations des uns et des autres n'est versée aux dossiers de soumission ;</li> <li>- le marché est attribué bien au delà de la période de validité des offres sans qu'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres ne soit adressée aux soumissionnaires.</li> </ul>	

<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- utiliser la terminologie adaptée au NCMP ;</li> <li>- veiller à ce que les membres nommés au sein de la commission des marchés signent les PV ;</li> <li>- éviter les pratiques de régularisation ;</li> <li>- veiller au respect de chaque étape de la procédure de passation ;</li> <li>- établir un procès verbal complémentaire transmis à tous les candidats en y joignant l'autorisation de rajout délivrée par la DCMP au lieu de corriger le PV initial ;</li> <li>- éviter et contrôler le rajout d'entreprises non consultées sur les listes ;</li> <li>- élargir la concurrence pour éviter de toujours consulter les mêmes entreprises ;</li> <li>- se conformer aux dispositions de l'article 47 du NCMP qui précise les conditions de soumission en groupement ;</li> <li>- les marchés doivent être attribués pendant la période de validité des offres. Lorsque la mise en œuvre des procédures de sélection traîne en longueur et laissent entrevoir un risque de dérapage, une demande doit être adressée aux soumissionnaires pour proroger la durée de validité des offres.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'ANOCI</b>	<p>Les conventions de groupement ont été bel et bien fournies par tous les groupements d'entreprises et de bureaux de contrôle dans leurs offres, qui ont été entièrement mises à la disposition de l'auditeur. Nous leur communiquons à nouveau des copies en annexe.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Aucun document n'a été annexé à la réponse qui nous a été transmise.</p>

**DP - AVIS D'APPEL PUBLIC A MANIFESTATION D'INTERET N° 002/2008 : PRESTATIONS DE CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ELARGISSEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA ROUTE – MAMELLES – AEROPORT Y/C LA CORNICHE DES ALMADIES ET LA BRETELLE VIRAGE – HOTEL OCEAN**

<b>Description</b>		<b>Marché</b>
Avis d'appel public à manifestation d'intérêt N° 003/2008		28 juillet 2008
Date de dépôt des manifestations d'intérêt		28 août 2008
Date Rapport d'analyse des MI		6 octobre 2008
Date de soumission de la liste restreinte à la DCMP pour ANO		30 octobre 2008
Date de transmission du Demande de Propositions		3 novembre 2008
Date limite de dépôt des offres		3 décembre 2008 reporté au 15 décembre 2008
Date rapport d'évaluation des offres techniques		20 janvier 2009
Date avis de non objection DCMP sur le rapport technique		3 avril 2009
Date rapport financier et proposition de l'attribution provisoire		6 avril 2009
Date d'attribution provisoire		31 juillet 2009
Date procès verbal de négociations		5 octobre 2009
Date de souscription		Non reportée sur la page de garde
Attributaire provisoire		APAVE SAHEL - SUD EUROPE
Numéro du marché		002/2008
Montant du marché en F CFA TTC		Attribué pour 675 748 240 F renégocié à 643 428 040 F
Date de notification provisoire		4 août 2009
Mode de passation		DP
<b>Non conformités</b>	<p>- A l'ouverture des plis de la DMI, alors que le procès verbal de la commission des marchés valide la réception de 14 offres, le rapport d'analyse de la commission mise sur pied pour l'évaluation technique signale que des réclamations ont été portées à la connaissance de la commission des marchés pour prendre en compte l'offre du Groupement d'Ingénierie et de Construction (GIC) qui, preuve à l'appui, confirme avoir remis son offre avant la date limite de dépôt. Cette anomalie sera redressée après autorisation de la DCMP et un procès verbal de même date reprenant textuellement la précédente en y rajoutant les modifications intervenues est élaboré et adressé avec l'avis favorable de la DCMP pour le rajout des deux candidats omis aux soumissionnaires. Les notes rectificatives adressées aux candidats ne nous ont pas été présentées. A ce niveau, il aurait fallu produire un procès verbal complémentaire prenant en considération les modifications intervenues et en informer les soumissionnaires avec, à l'appui l'autorisation de la DCMP.</p> <p>A l'ouverture des offres de la DP, il est indiqué sur les cinq offres reçues, des pièces manquantes concernant le dossier du Bureau Comète sans que celles-ci soient spécifiées et réclamées alors que son statut de société étrangère lui octroyait la dispense de certaines pièces administratives ;</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les avis de non objection de la DCMP et du Fonds Koweïtien sont obtenus avec la possibilité de procéder à une négociation compte tenu de l'insuffisance du montant du prêt consenti (350 000 Kwd équivalant à environ 545 065 381 FCFA HT) à condition que le montant retenu couvre l'ensemble des prestations avant le démarrage jusqu'au dépôt du rapport d'achèvement de la mission étant également entendu que les prix unitaires et la qualité des prestations ne seront pas affectés par les négociations. Sous ce rapport, l'ANOCI a signifié à l'attributaire (PV de négociation du 05/10/2009), les réaménagements et modifications apportés au projet des travaux de la route Mamelles-Aéroport, objet des études de supervision, avec notamment l'abandon des travaux des tronçons de la « Corniche des Almadies » et de « Virage /hôtel Océan ». Le procès verbal de négociation indique également que la durée du contrat est ramenée à 16 mois alors que les TDR prévoyaient un délai de 15 mois plus 2 mois supplémentaires pour le chef de mission. Nous avons relevé que les délais de réalisation des travaux proprement dits, objet de la mission de contrôle et de surveillance ont été ramenés à 12 mois au lieu de 15. Le différentiel de quatre mois entre la durée d'exécution des travaux et la durée du contrat de contrôle et de supervision des travaux n'est pas conforme aux règles en vigueur dans le secteur qui tolèrent un différentiel de un à deux mois y compris les temps prévus pour la réception définitive. Par ailleurs, la consistance des travaux qui a subi une modification majeure en raison de la non réalisation des deux tronçons cités ci – avant n'a pas impacté dans des proportions comparables les temps d'intervention du prestataire et subséquemment ses honoraires étant entendu que les prix unitaires ne changent pas. Enfin, le procès verbal de négociation ne fait pas état du rajout au projet initial, de l'équipement d'éclairage public ;</li> <li>- Au final, le Groupe APAVE est attributaire après négociation, des travaux de contrôle et de surveillance pour un montant de 643 428 040 FCFA TTC. Ce marché a été attribué au delà de la période de validité des offres sans qu'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres ne soit adressée aux soumissionnaires.</li> <li>- les entreprises sénégalaises ont soumissionné en groupement avec des entreprises étrangères désignées par les bailleurs de fonds et aucune convention de partenariat fixant les obligations des uns et des autres n'est versée aux dossiers de soumission ;</li> </ul>
--	---

<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- veiller à la bonne organisation du bureau de réception et de dispatching du courrier pour éviter les déperditions et pertes de dossiers ;</li> <li>- en cas d'omissions d'informations majeures non consignées dans le PV d'ouverture des plis, adresser aux soumissionnaires un procès - verbal complémentaire rectificatif accompagné de pièces justificatives probantes ;</li> <li>- indiquer dans le procès verbal de négociation les modifications de la consistance des travaux en veillant au respect des marges de fluctuations spécifiées dans les DAC.</li> <li>- s'assurer de la disponibilité des crédits prévus spécifiquement pour la mission de contrôle ;</li> <li>- les marchés doivent être attribués pendant la période de validité des offres. Lorsque la mise en œuvre des procédures de sélection traîne en longueur et laissent entrevoir un risque de dérapage, une demande doit être adressée aux soumissionnaires pour proroger la durée de validité des offres.</li> <li>- se conformer aux dispositions de l'article 47 du NCMP qui précise les conditions de soumission en groupement.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'ANOCI</b>	<p>Les conventions de groupement ont été bel et bien fournies par tous les groupements d'entreprises et de bureaux de contrôle dans leurs offres, qui ont été entièrement mises à la disposition de l'auditeur. Nous leur communiquons à nouveau des copies en annexe.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Aucun document n'a été annexé à la réponse qui nous a été transmise.</p>

#### 4.3.4 AVENANTS

<b>CONTROLE ET SUPERVISION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'AMENAGEMENT DE LA ROUTE PLACE DE LA ROUTE CABINET ATEPA - MOSQUEE DIVINITE – MAMELLES</b>		
<b>Description</b>	<b>Marché de Base</b>	<b>Avenant</b>
Date avis sur contrat/ autorisation ED CNCA	-	31 janvier 2008
Date d'approbation du marché	-	22 février 2008
Délai d'exécution ou date de fin des travaux	13 mois	4 mois
Attributaire	Groupement APAVE / CETE APAVE SUDEUROPE	Groupement APAVE / CETE APAVE SUD EUROPE
Numéro du marché	C0075/06	1
Montant du marché en TTC	656 729 000	162 889 000
Mode de passation	DP	ED
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de présentation du contrat pour la formalité de l'approbation n'est pas daté ;</li> <li>- le montant de l'avenant est de 138 050 000F CFA</li> <li>- H TVA alors que sur la demande d'attestation de crédit N°000055/PR /ANOCI/DE/COORD/IR/KN du 15 janvier 2008, le montant est de 139 476 000F CFA H TVA soit un surplus de 1 426 000F CFA H TVA.</li> <li>- les entreprises sénégalaises ont soumissionné en groupement avec des entreprises étrangères désignées par les bailleurs de fonds et aucune convention de partenariat fixant les obligations des uns et des autres n'est versée aux dossiers de soumission ;</li> </ul>	
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- veiller à ce que les documents de passation des marchés soient datés ;</li> <li>- veiller à la cohérence des pièces versées au dossier de passation.</li> <li>- se conformer aux dispositions de l'article 47 du NCMP qui précise les conditions de soumission en groupement.</li> </ul>	
<b>Commentaires de l'ANOCI</b>	<p>1. Nous tenons à vous préciser que l'avenant et les marchés complémentaires n'ont pas été conclus après l'entrée en vigueur du NCMP mais plutôt en décembre 2007 comme vous avez bien pu le constater dans les différents documents contractuels mis à votre disposition et déposés à la CNCA pendant cette même période ; c'est probablement une erreur d'appréciation de votre part.</p> <p>Par contre, nous constatons en même temps que vous que la CNCA ne les a transmis à la DCMP qu'après l'entrée en vigueur du NCMP ; ce qui n'a pas empêché la DCMP de les envoyer pour approbation à l'autorité compétente. Vous</p>	

	<p>comprenez aisément qu'aucun manquement n'est imputable à l'ANOCI. Il n'y a donc pas lieu de retenir cette observation surtout que l'audit ne porte ni sur la CNCA, ni sur la DCMP. Il en sera de même pour toutes les autres conclusions accessoires liées à votre observation sur le code applicable (exemple : retenue de garantie 12% et prix de revient relatif au montant des devis).</p> <p>2. Les conventions de groupement ont été bel et bien fournies par tous les groupements d'entreprises et de bureaux de contrôle dans leurs offres, qui ont été entièrement mises à la disposition de l'auditeur. Nous leur communiquons à nouveau des copies en annexe.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>1. Nous avons bien noté que le marché a été souscrit en décembre 2007. Cependant, au terme de l'article 151 alinéa 1 du NCMP, les marchés notifiés antérieurement à la date d'entrée en vigueur du NCMP demeurent régis, pour leur exécution, par les dispositions du décret 2002 – 550. Dans le cas d'espèce, l'approbation du marché complémentaire est intervenue le 22 février 2008 ; a fortiori, la notification ne peut être faite qu'après ladite approbation et le marché n'aura d'effet qu'à compter de sa notification conformément à l'article 83 du NCMP. Il doit par conséquent être régi, dans son exécution, par les dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007.</p> <p>2. Contrairement à ce qui est annoncé dans la réponse, la convention n'est pas annexée.</p>